

Identités culturelles et citoyenneté européenne

Diversité et unité
dans la construction démocratique de l'Europe



FORUM EUROPE
DES CULTURES

Mark Dubrulle et Gabriel Fragnière (dir.)



P.I.E. Peter Lang

Identités culturelles et citoyenneté européenne

Diversité et unité
dans la construction démocratique de l'Europe



FORUM EUROPE
DES CULTURES

Mark Dubrulle et Gabriel Fragnière (dir.)



P.I.E. Peter Lang

Introduction

Pour une démocratie de débat

Marc DUBRULLE

Le *Forum Europe des Cultures*¹ a organisé, entre septembre 2005 et juillet 2006, six conférences régionales autour du thème central « Identités culturelles et citoyenneté européenne ». Il nous a paru utile de regrouper une sélection des exposés tenus à cette occasion dans un volume qui inaugure la collection « Europe des Cultures ».

La toile de fond

Dans nos sociétés, la démocratie, qui par définition doit être de débat, a largement cédé la place à une démocratie d'opinion. Ce n'est pas la même chose, loin s'en faut. Le monde politique est dominé par une majorité de personnalités portées par des médias de plus en plus « people », par des débats spectacles, par des jeux, par des sondages. Ne compte pas tant le contenu du discours que la mise en scène et les acteurs. Plus que jamais « *the medium is the message* »².

Or, la construction européenne, si elle se veut démocratique, exige un débat de fond. Malgré des avancées indéniables dans plusieurs domaines, le processus d'intégration est en panne. Les institutions s'enlisent dans des systèmes complexes et compliqués pour les citoyens. Les nombreuses campagnes d'information ne réussissent pas à vraiment les sensibiliser. Le handicap majeur de l'UE reste la primauté des États-membres, prisonniers de leur carcan de souveraineté nationale. Au nom du sacro-saint principe de leur unité indivisible, toute délégation de pouvoir vers le haut comme vers le bas freine tout changement vers plus de démocratie de base ou plus d'efficacité dans la gestion des affaires publiques.

¹ Le lecteur trouvera en fin de cet ouvrage une brève présentation du *Forum Europe des Cultures*.

² « *The medium is the message* », Marshall McLuhan, 1960. Il a paraphrasé sa pensée par « *The medium is the massage* ».

Le nouveau Traité de Lisbonne devrait rendre l'Union plus gouvernable, mais tous les analystes reconnaissent qu'il masque mal certaines carences qui persistent encore. Il semble même que la Commission européenne de José-Manuel Barroso, en raison de son attitude jugée souvent trop réservée et distante, ait renoncé à être le moteur de l'intégration. Ce n'est pas ainsi que l'Union retrouvera le souffle enthousiasmant qui émanait des fondateurs de la communauté il y a un demi-siècle. Il n'existe aucun projet motivant au niveau des dirigeants. Si l'élan ne vient pas du haut, il faudra qu'il vienne du bas, de la base, des peuples qui habitent l'Europe.

Une vraie citoyenneté européenne active et participative s'impose donc. Nombreux sont ceux qui s'accordent là-dessus. Mais comment l'atteindre ? En faisant valoir les avantages d'une union, certes. Mais quels avantages ? Économiques ? Sociaux ? Politiques ?

Si la création d'un marché unique a indéniablement contribué à créer de nouvelles richesses en élargissant l'échelle et en accélérant le développement économique des régions moins favorisées, l'ultralibéralisme et l'hypercapitalisme du monde fragilisent de nombreux citoyens. Ceux-ci y voient la faute de l'euro et de l'Union.

Quant à l'Europe sociale, on constatera la persistance des inégalités, la régression des solidarités et même la remise en question d'une protection sociale très développée dans la plupart des « vieux » États-membres.

Bref, le bilan semble peu brillant, et l'on ne voit guère comment susciter l'intérêt, l'engagement, voire l'enthousiasme des citoyens, dont une majorité est déjà fortement anesthésiée par un productivisme et un consumérisme débridé.

Reste la culture, l'ensemble des valeurs et traditions façonnant, au fil des siècles, cette Europe qui, géographiquement, s'étend *grosso modo* de l'Atlantique à l'Oural, mais que l'on retrouve, par l'esprit, dans le monde entier.

Culture ou cultures ?

Les hommes de réflexion et d'action qui ont pensé l'union de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en particulier Denis de Rougemont, Salvador de Madariaga et Hendrik Brugmans, ont plaidé pour une construction à partir de la culture. Ils ont démontré combien les cultures en Europe, au-delà des ethnies, des langues et des religions, émergées de racines communes se sont mutuellement fertilisées, créant une unité dans leur diversité.

Leurs messages ont été relégués à l'arrière-plan au profit d'un marché commun d'abord, d'une communauté économique ensuite et, actuellement, d'une union hybride, plus ou moins confédérale.

Aujourd'hui, diverses initiatives, essentiellement citoyennes, tentent de placer la culture – dans son sens le plus large – au centre du processus d'intégration. Le *Forum Europe des Cultures*, association internationale sans but lucratif fondée en 2004, s'est donné pour mission de susciter un large débat à partir de l'échelon régional, la région étant comprise non pas comme une entité administrative mais comme un espace de participation civique.

La modestie des moyens du *Forum*, animé uniquement par des bénévoles, l'oblige à limiter ses actions sur le terrain. Il s'agit surtout de créer de la valeur ajoutée en lançant des initiatives qui, par leur exemple, peuvent motiver des citoyens et des autorités locales à prendre le relais et à les développer.

Une première action en ce sens a été la conception d'une série de conférences régionales autour du thème central. Après un premier ballon d'essai, lancé en octobre 2004 à Mons (B), avec le concours de la ville, un plan global pour l'organisation de six conférences décentralisées a vu le jour et a été mis en œuvre à partir de septembre 2005.

Méthodes et approches

Alors que le thème général des conférences régionales a été proposé et développé par le directeur du programme, Gabriel Fragnière³, sur la base de questions évoquées ci-dessus, les programmes particuliers ont de fait été élaborés localement. D'abord par des groupes individuels ou des organisations indépendantes participant à l'action du *Forum*, mais également avec le soutien des autorités publiques locales. Cependant, il a semblé important de ne pas se reposer uniquement sur ces « autorités », parties prenantes aux activités du Comité des Régions de l'UE. En effet, il apparaît comme évident que la discussion administrative du rôle des régions au sein du cadre européen n'est pas nécessairement liée à la question de « l'identité culturelle ». Les contacts ont été établis avec des groupes de recherche ou d'étude, des journalistes, des membres du corps académique et des personnalités intéressées, en essayant d'éviter des mouvements extrémistes (très souvent de tendance extrême droite) réclamant l'indépendance ou des politiques nationalistes. Le critère de base était toujours de savoir dans quelle mesure la demande d'identité locale correspondait aux intérêts européens.

³ À l'époque président du Forum.

Le premier résultat valant la peine d'être souligné est que, sous le même intitulé, tous les programmes se sont développés de manière différente. Notre méthode ne consistait en effet pas à rechercher des partenaires et des régions s'inscrivant dans une définition préconçue « d'identité régionale », mais à trouver des personnes capables de développer leur propre vision de cette identité. En effet, le premier élément à accepter est qu'une identité locale ou régionale n'est pas prédéterminée, mais se développe à mesure que les gens y réfléchissent, et en prennent conscience. Une récente publication souligne cette approche particulière⁴.

La seconde question autour de laquelle les groupes locaux ont développé leurs propres idées a effectivement été leur rapport à la dimension européenne. Il n'est guère surprenant que, dans ce domaine aient également émergé des différences. Non seulement les populations locales prennent conscience de l'impact de l'Europe sur leur développement individuel, mais elles voient dans la perspective européenne une nouvelle chance de renforcer leur propre identité, parfois de manière plus effective que dans le cadre de leur appartenance nationale. Cette prise de conscience souligne une fois de plus à quel point l'affirmation de sa propre identité locale n'est pas limitée au patrimoine, mais représente un outil fondamental pour préparer l'avenir. Aussi surprenant que puisse être le défi que représente l'expression de ces différentes visions aux yeux des institutions européennes, l'Europe a beaucoup à gagner en favorisant de tels mouvements. Une fois de plus, le lien fonctionnel entre « identités locales » et la perspective plus large d'une « citoyenneté européenne » est ainsi démontré.

Richesse des thèmes par leur diversité

S'il est évident que ce qui est considéré comme une « culture » d'origine est un phénomène complexe, composé d'une multitude de traditions, de caractères et de comportements humains, la manière dont un groupe essaie d'exprimer sa propre « identité culturelle » est souvent ciblée sur un des aspects de cette complexité, considérée comme l'élément le plus essentiel qui la révèle. La sélection d'un tel élément n'est pas toujours rationnelle. Elle trouve sa source dans l'histoire récente du groupe, dans des sentiments et des réactions nés d'une situation sociale ou politique particulière, et aussi très souvent dans ce qui continue à être ressenti comme présentant un problème, ou un questionnement lorsque se profile un avenir incertain.

⁴ Raphaël Gély, *Identités et monde commun*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2006, Collection : « Philosophie et Politique », n° 12.

La conférence à Bruges souligna ce phénomène, étant donné qu'il ne fait aucun doute que la défense de la « langue » flamande a été la cible de la lutte principale par laquelle la région flamande a progressivement développé une nouvelle conscience au sujet de son originalité et de sa puissance. La défense de la langue flamande a été au cœur du renouveau flamand. Cependant, la réalité flamande d'aujourd'hui n'est plus celle d'un groupe luttant pour sa reconnaissance, mais bien celle d'une entité politique brillante, organisée en tant que « pouvoir étatique » régional au sein des structures décentralisées de la Belgique, laquelle avait été, pendant plus d'un siècle, un État unitaire. C'est ainsi que la conférence a été davantage une réflexion au sujet du succès de cette « identité locale » autonome qui a acquis une reconnaissance au sein du cadre européen, plutôt que celle d'une communauté toujours obligée de lutter pour faire reconnaître ses droits. Dans cette perspective, il était intéressant de comparer cette expérience avec celle de la Catalogne qui a connu une évolution similaire et a atteint à peu près le même statut sur la scène espagnole. Dans les deux cas, la langue a été l'instrument pour acquérir le statut de ce que les Catalans ont appelé « une nation sans État ». La question a été soulevée de savoir si cette définition particulière correspondrait à ce que de nombreux mouvements minoritaires en Europe espèrent atteindre ? Les participants flamands ne semblaient pas intéressés par une telle définition, mais il est apparu comme évident, en comparant ces deux expériences historiques, que derrière la défense d'une « langue » particulière, la lutte pour l'identité est effectivement politique.

Même si la question de la langue existe également en Bretagne, la conférence à Rennes n'en a pas fait le centre des débats, parce que les Bretons considèrent que l'originalité de leur caractère régional l'emporte sur la renaissance de leur ancienne langue celtique. L'accent fut mis bien plus sur la nature spécifiquement « sociale » et « politique » de ce que la population bretonne considère comme étant leur propre manière de « vivre ensemble ». De ce fait la cible visée a été leur « citoyenneté territoriale », par distinction à leur « citoyenneté nationale » et à la « citoyenneté européenne ». L'identité locale se voyait en effet davantage comme étant de nature sociale et politique et l'expression culturelle propre comme un outil qui y apportait sa contribution⁵.

⁵ Le groupe qui organisa la conférence, l'association « Identité et Démocratie, Débats Internationaux », publia il y a quelques années un ouvrage au sujet d'une manifestation précédente organisée par elle sous le titre : *Identité et démocratie. Diversité culturelle et mondialisation : Repenser la démocratie*, sous la direction de Ronan Le Coadic et la coordination de Christian Demeuré-Vallée, aux Presses universitaires de Rennes en 2003.

La conférence à Strasbourg se cibra d'abord sur les expressions et les habitudes culturelles alsaciennes, mais s'orienta rapidement vers le cœur de ce qui est considéré comme étant le problème spécifique de l'identité alsacienne : leur situation historique plutôt conflictuelle. En effet, si l'on considère leur position spécifique en Europe, la population alsacienne se rend compte qu'elle peut contribuer à une nouvelle prise de conscience des identités régionales en Europe si elle est capable d'assumer son héritage historique. Comment devenir une région européenne à part entière en étant d'un côté française et de l'autre allemande, mais aussi, d'autre part, en ne devenant ni l'un ni l'autre ? Atteindre son identité propre c'est devenir capable de remplir cette mission européenne.

La conférence à Santarém a porté sur un problème trop souvent ignoré dans les discussions européennes, celui de garder sa propre identité face au caractère changeant de l'Europe elle-même, particulièrement en cette époque d'importants élargissements. En effet, le Portugal a connu une longue période d'isolement assez net aux marges du continent, un isolement encore renforcé par les décennies d'un régime autoritaire. Depuis son entrée dans l'Union, il était encore possible de croire que le Portugal pourrait conserver sa propre identité au sein de ce qui apparaissait comme un système de coopération entre États. Avec l'élargissement, et l'ouverture des frontières à la libre circulation des forces de travail, l'isolement devient plus problématique. Un tel développement menacera-t-il le maintien de sa propre identité ? La question soulevée vaut en réalité pour de nombreuses sociétés dans la nouvelle Europe. Elle devrait en effet être plus souvent débattue.

C'est suivant cette même ligne que le thème fut abordé par la conférence de Corfou. Discuter du « tourisme culturel » dans cette région n'avait pas pour objectif de rechercher des occasions de faire des affaires en favorisant le développement économique de certaines localités en commercialisant leur attractivité touristique. Il s'agissait de considérer comment ce phénomène, qui rassemble des activités régionales encore situées dans différents pays, mais qui forment progressivement une région commune aux yeux de nombreux visiteurs européens, crée ainsi une sorte de nouvelle « identité régionale » avec ses propres caractéristiques et spécificités. Le thème se rapportait en effet davantage à la prospective qu'au patrimoine historique.

Finalement, la conférence tenue à Bruxelles a porté sur la question la plus souvent ignorée dans les débats européens, celle du développement croissant de « sociétés multiculturelles » au sein des grands espaces urbains. Le cas de la Région Bruxelles Capitale est évidemment flagrant. Il n'est pas seulement le résultat de la présence d'un nombre en constante augmentation de fonctionnaires internationaux et européens,

de diplomates et de représentations d'autorités régionales, de lobbies et d'ONG, que par l'immigration et le phénomène plus général de l'attraction urbaine. Le thème fut abordé de manière encore très synthétique lors de la conférence elle-même, mais nous disposons dans la présente publication d'une étude plus approfondie qui en révèle toute la spécificité. Cette conférence doit être considérée comme un premier pas vers une étude plus large et un échange de programmes rapprochant les villes et les administrations locales en vue d'approfondir la question, et de donner quelques aperçus sur la façon de faire face à ces « identités culturelles » nouvelles qui résultent de l'évolution rapide, et souvent incontrôlée, de la majorité des espaces urbains européens.

L'approche culturelle pour développer la citoyenneté européenne

L'énumération des approches différentes, mais limitées, de ces six premières conférences indique qu'elles devraient être perçues simplement comme les prémices d'études et de débats plus approfondis à travers l'Europe. Le nombre de pays et de régions pris en considération est resté très limité dans ce programme. L'action est toutefois déjà suffisamment diversifiée pour comprendre dans quelle direction de nouvelles initiatives devraient être développées. L'approche « culturelle » en vue de développer la prise de conscience citoyenne concernant la participation aux institutions et débats démocratiques locaux, régionaux, nationaux et européens n'en est qu'à ses débuts. L'évolution des identités des citoyens peut prendre de nombreuses formes, étant donné qu'elles sont ciblées sur de nombreux problèmes et situations différents et inattendus, de telle sorte que ce n'est qu'en y faisant face aux niveaux local et régional qu'ils deviennent maîtrisables et exploitables positivement. La démocratie a besoin d'un tel développement.

Nous espérons que cette première publication du *Forum Europe des Cultures* sera accueillie pour ce qu'elle veut être, une première étape vers une compréhension plus approfondie des transformations radicales qui affectent notre continent sur la voie de son unité, et une contribution encore modeste sur le développement de ce débat généralisé entre citoyens européens, qui va nous permettre de construire une nouvelle démocratie commune.